

Les divagations historiques des propriétaires roumains

[Christian Rakovsky](#)

Source: Rapport présenté au 1^{er} congrès pan-russe des Sociétés bessarabiennes, avril 1925. Publié sous forme de brochure en 1926 (Les prétentions roumaines sur la Bessarabie, avec V. Dembo) et reproduit sur le site [Iskra-research](#). Traduction et note MIA.

Les arguments des historiens roumains

La question de la Bessarabie est d'autant plus importante d'un point de vue historique que les occupants roumains tentent de justifier leur mainmise sur cette région en se référant non seulement à l'histoire ancienne et moderne, mais aussi à celle de ces dernières années dont nous sommes pourtant tous les témoins. Il est donc extrêmement important, tant pour nous-mêmes que pour pouvoir présenter cette question de manière approfondie et complète aux masses ouvrières d'URSS et d'Europe, de nous familiariser avec le contenu et la portée des arguments historiques sur lesquels le gouvernement roumain fonde son prétendu droit à la possession de la Bessarabie.

Chaque État, tout comme chaque partie d'un État, se compose de trois éléments fondamentaux : une terre, c'est-à-dire le territoire sur lequel il est situé ; les gens qui vivent sur ce territoire et une structure étatique, c'est-à-dire le système, l'administration et les principes selon lequel les personnes vivant sur ce territoire organisent leurs relations réciproques.

Les occupants et le gouvernement roumains déclarent ainsi que « le territoire de la Bessarabie est notre terre : il s'agit d'un territoire roumain. Elle appartenait à nos ancêtres, puis a été conquise par le tsarisme russe et nous restaurons maintenant notre droit historique ». Tel est le point de vue des propriétaires roumains, qui affirment que cette terre leur appartient et qu'ils n'ont fait que rétablir légitimement leur droit de propriété antérieurement nié. Et ils ajoutent : « Les habitants de la Bessarabie sont nos frères de sang, ils nous avaient été arrachés. Nous les libérons aujourd'hui du joug étranger. »

Selon eux, enfin, la Bessarabie faisait partie de l'État roumain et ce n'est que dans la période récente, lorsqu'elle a été libérée du joug tsariste et a accédé à l'indépendance, qu'elle a pu rejoindre l'État roumain de son plein gré.

Tels sont les arguments avancés par les dirigeants roumains avec lesquels ils espèrent convaincre à la fois la population de Bessarabie, les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique et les ouvriers et les paysans du monde entier qu'ils occupent la Bessarabie de plein droit et que toute contestation de leur domination est donc infondée.

Nous allons voir dans quelle mesure les revendications des occupants roumains sont effectivement correctes et fondées, et si l'on peut effectivement se référer au droit historique dans cette question.

Vlad «l'empaleur»

Afin de convaincre la population de Bessarabie de la validité de leurs droits, les occupants roumains enseignent dans les écoles de Bessarabie une histoire selon laquelle qu'il y aurait eu plusieurs grands rois roumains qui ont uni les terres et le peuple roumains, qui ont pris soin d'eux, et que par conséquent les Bessarabes doivent aujourd'hui encore se soumettre à la monarchie roumaine. Ils font ainsi référence à Étienne le Grand, à Michel le Brave et à toutes sortes de messieurs de cet acabit.

Je n'ai pas été dans une école bessarabienne et j'ignore donc si les professeurs roumains parlent également des autres seigneurs des principautés roumaines. L'histoire que l'on enseigne en Roumanie les décrits quant à elle abondamment et parmi eux figurent des hommes si charmants et si bienveillants que les boyards roumains eux-mêmes les ont appelés « tueur de Grecs » ou encore Vlad « Dracul » – ce qui, comme nous le savons, signifie en moldave « diable ». Les Turcs appelaient d'ailleurs ce bienfaiteur des paysans moldaves d'un nom un peu différent : « Cepesh », ce qui signifie « bourreau » en turc. Ce qui, bien sûr, ne change pas grand-chose à l'affaire.

Ce Vlad Dracula a eu un fils qui est monté sur le trône sous le nom de Vlad le Quatrième, que les nobles roumains ont appelé « Vlad l'empaleur » car son « bilan » fait état de 20.000 personnes condamnées à mort et empalées. Même les sultans turcs furent stupéfaits par la cruauté de ces sympathiques personnages. Ces « Draculas », diables et autres « empailleurs » sont loin d'être les seuls exemplaires de ce type parmi les souverains roumains. Le peuple roumain a dû en subir bon nombre d'entre eux.

C'est donc sur la domination de ce genre de seigneurs sur les paysans roumains dans le passé – et, hélas, encore aujourd'hui – que le gouvernement roumain fonde aujourd'hui sa revendication à la possession de la Bessarabie. Nous considérons quant à nous que de tels arguments historiques ne valent rien et ne peuvent convaincre quiconque, non seulement en ce qui concerne la Bessarabie, mais aussi en ce qui concerne tous les États en général.

Au-delà du caractère de ces seigneurs roumains, on ne peut considérer cela comme un argument valable car le passé est définitivement révolu et le fait que quelqu'un ait régné quelque part un jour dans ce passé est selon nous extrêmement peu convaincant pour justifier une domination sur des millions de personnes dans le présent.

Si l'on considère de tels arguments comme pertinents, il faudrait alors aussi éclairer la domination des boyards roumains en Bessarabie à la lumière d'autres faits tout aussi anciens, comme par exemple lorsqu'il y a cent ans les paysans roumains se révoltèrent et envoyèrent une délégation à leur prince pour se plaindre qu'ils étaient brutalement mis à mort parce qu'ils ne pouvaient pas payer d'impôts à cause de leur pauvreté. Ce à quoi ledit prince leur répondit avec sagesse : « Payez vos impôts et vous ne serez pas exécutés » !

Autrement plus convaincant pour nous est le fait historique que les paysans roumains ont dû à plusieurs reprises se révolter contre leurs dirigeants. Ces soulèvements furent toujours provoqués par l'exploitation monstrueuse et le vol dont ils étaient les victimes de la part de leurs propriétaires terriens. Il y a cent ans (en 1821), par exemple, un soulèvement fut mené par Fedor Vladimiresko, qui affirmait dans ses proclamations que les paysans roumains vivaient encore plus nus que les morts dans leurs cercueils, qu'ils étaient encore plus privés de tous les biens de la vie que les défunts.

Et ce sont ces mêmes oppresseurs des paysans de Roumanie, les propriétaires roumains, qui prétendent aujourd'hui être les « frères de sang » des paysans moldaves de Bessarabie ?!

Les paysans roumains cherchaient leur salut en Bessarabie

En 1741, l'un de ces « bienfaiteurs » du peuple roumain, Konstantin Mavrokordato, prétendit améliorer le sort de la paysannerie roumaine, alors qu'en vérité il ne voulait que l'asservir davantage. Il

commença en tous les cas par un recensement de la population qui montra qu'il y avait 147 000 familles paysannes en Valachie. Lorsqu'il procéda à un second recensement cinq ans plus tard, il n'y en avait plus que 70 000. En cinq ans, la moitié de la population paysanne s'était éteinte ou avait fui la domination des propriétaires terriens de Valachie ! Et des historiens roumains de la propriété terrienne font remarquer que la situation des paysans en Moldavie, autre principauté roumaine, était encore pire...

Lorsqu'on découvrit que les paysans fuyaient en grand nombre vers d'autres régions pour échapper à l'exploitation et au joug des propriétaires roumains, les autorités roumaines, cherchant à conserver une main d'œuvre suffisante pour leurs vastes domaines, tentèrent de les retenir en leur faisant miroiter divers avantages. Mais ce fut en vain : les paysans laissèrent non seulement les propriétaires mais aussi leurs fermes à la merci du destin.

Bon nombre de ces paysans qui ne voulaient rester à aucun prix en Valachie et en Moldavie s'enfuirent dans les forêts et les steppes de Bessarabie. Là, ils purent respirer plus librement et reconstruire leur économie paysanne, car la lourde main des propriétaires roumains (et grecs) ne pouvait les y atteindre.

Les propriétaires roumains revendiquent ainsi aujourd'hui le droit de régner sur ces paysans, dont les ancêtres avaient fui sans regrets leurs arrière-grands-pères ! Les propriétaires actuels, qui brutalisent encore de nos jours les paysans roumains, prétendent avec insolence qu'ils sont les frères de sang des paysans moldaves. Nous connaissons le prix d'une telle fraternité et il semble bien difficile que de tels arguments puissent convaincre quiconque.

Ce ne sont pas nos arguments, mais...

Nous rejetons fermement tous les arguments du même ordre s'appuyant sur le passé, et cela même si en vérité il est parfaitement possible de trouver de nombreux arguments historiques qui contribueraient à renforcer la tendance diamétralement opposée en soulignant davantage les droits de la Russie sur la Bessarabie que ceux de la Roumanie. On pourrait en particulier se référer au fait qu'il n'y a pas si longtemps, au XVIII^e siècle, sous le règne de la dite « Grande » Catherine, les boyards roumains demandèrent l'introduction des lois russes et le droit d'entrer dans l'armée russe en tant qu'officiers.

Bien que de tels arguments puissent être extrêmement nombreux, donc, nous n'avons pas l'intention de fonder nos discussions sur le vol de la Bessarabie, ou nos relations avec la Roumanie elle-même, sur de tels faits historiques. Mais il faut néanmoins nous attarder sur les « arguments » roumains de ce genre car, même d'un point de vue purement bourgeois, ils ne reposent sur rien et ne résistent pas à la moindre critique, si tant est qu'on les aborde de bonne foi.

Les références aux droits historiques des arguments et des justifications roumains ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux du public en Europe, où, malheureusement, les contes de fées historiques sont toujours crus et acceptés, y compris même par des ouvriers. Cela n'empêche pas que ces mêmes arguments, y compris du point de vue de la compréhension bourgeoise de l'histoire, n'ont aucunement la valeur de données scientifiquement fondées.

Dans ce qui suit, je vais donc tenter d'éclairer ces données, en me plaçant provisoirement du point de vue de l'histoire bourgeoise. J'utiliserai donc principalement des données roumaines, celles des historiens et des professeurs roumains eux-mêmes qui glorifient le génie roumain et justifient les conquêtes de la Roumanie.

Une province romaine et non un État

Les Roumains tirent leurs origines du peuple romain-dacien. La région de l'actuelle Roumanie, ainsi qu'une partie de la Bessarabie, était autrefois habitée par divers peuples nomades qui se sédentarisèrent progressivement. L'un d'eux était le peuple dace. Il y a 1800 ans, au milieu du II^e siècle, la Dacie fut conquise par l'empereur romain Trajan et devint une partie de l'Empire romain. La domination romaine dura 150 ans et au cours de cette période, Rome déploya d'importantes garnisons en Dacie et de nombreux condamnés y furent été exilés. Les Romains y établirent également des comptoirs commerciaux et y déplaçaient le surplus de la population des centres de l'empire, y compris des paysans.

Ainsi, pendant 150 ans, la population autochtone de la Dacie fut inondée par de nouveaux arrivants – soldats, condamnés, marchands, paysans et non pas seulement de purs Romains, mais aussi des Égyptiens, des Phrygiens, des Africains et des Germains, autrement dit des représentants de toutes les nations qui vivaient dans les différentes parties d'un vaste empire qui couvrait alors la plus grande partie du monde connu. Ces colons de Dacie, mêlés à la population indigène, formèrent les premiers éléments constitutifs du peuple roumain, dont les droits historiques sont aujourd'hui revendiqués par les historiens et les propriétaires roumains.

Ces derniers pensent, ou du moins c'est ce qu'ils tentent de faire croire, que c'est à cette époque que l'État roumain – l'État dacien-romain – fut fondé. Or, cela n'a aucun sens. La domination romaine n'autorisait absolument aucune sorte d'indépendance dans les régions concernées : il n'y avait pas et ne pouvait y avoir une quelconque État roumain ou dacien ; il s'agissait purement et simplement d'une région conquise et soumise par l'Empire romain depuis Trajan. Et lorsque 150 ans plus tard, à la fin du II^e siècle, l'empereur romain Aurélien abandonna la Dacie, ce fut sous l'influence d'une situation militaire défavorable.

Selon les historiens roumains, c'est à la suite de cet abandon que l'État roumain disparu pendant un certain temps. Mais si ce prétendu État n'a pas subsisté après le départ des Roumains, c'est justement parce qu'il n'avait jamais existé sous les empereurs romains. Et il est donc évident que s'il n'y avait pas à l'époque un État roumain indépendant, il n'a donc aujourd'hui aucun droit « historique » sur la terre et le territoire qui nous occupe. La Roumanie n'existait tout simplement pas et, par conséquent, y compris d'un point de vue bourgeois, il n'y a aucune raison de lui reconnaître un quelconque droit remontant à l'Antiquité.

Quatre périodes de l'histoire roumaine

Les historiens roumains divisent l'histoire de la Roumanie en quatre périodes :

La première période est celle de la formation de la Dacie en tant que région romaine, qu'ils considèrent à tort, comme nous venons de le voir, comme un État. Ils estiment que cette période a duré jusqu'en 1290 et considèrent que c'est au cours de ces dix siècles environ que la nation roumaine s'est formée. Autrement dit, selon ces mêmes chercheurs roumains, ce n'est pas il y a 1800 ans, mais seulement à la fin du XII^e siècle que la nation roumaine se serait constituée.

En conséquence, selon l'opinion de l'historien roumain Xénopol, de l'Université de Iassi, la seconde période commence à partir de 1290, à l'époque où une principauté « roumaine » fut formée dans la région de Kympo-Lungu (Valachie) jusqu'en 1633. Au cours de cette seconde période de plus de 300 ans, le peuple roumain – dit l'historien roumain Xénopol – a vécu principalement sous l'influence des cultures slaves et bulgare.

La troisième période, quant à elle, va de 1633 à 1821 et constitue, selon les historiens roumains, une période d'influence grecque caractérisée par la domination de la dynastie grecque dans les régions habitées par le peuple roumain.

Enfin, la quatrième période, allant de 1821 à 1859, est, selon ces historiens, celle de la « Renaissance roumaine » qui s'est achevée par la reconstitution de l'État roumain. Selon nous, il s'agit plutôt de la première création d'un État roumain et nous verrons plus loin pourquoi il fut créé.

Pour l'heure, il convient de souligner que les historiens roumains eux-mêmes admettent qu'à partir de la fin de la domination romaine, l'État de Dacie-Roumanie, dont ils revendiquent pour la Roumanie actuelle les droits historiques comme s'il s'agissait d'un pur héritage, n'a plus existé pendant une très longue période.

Cette terre, sur laquelle la domination romaine avait pris fin, fut entre-temps conquise par des tribus nomades venant de l'est et se dirigeant vers les Balkans. Au cours de ces dix siècles, des guerres intestines opposèrent ces différentes tribus – Goths, Avars, Bulgares, ainsi que les Daces et les Scythes (toutes ces tribus errèrent dans le sud de l'Europe pendant des siècles). À différentes époques, l'ancienne population roumano-dacienne fut contrainte de quitter les vallées et les plaines pour s'installer dans les montagnes et, lorsque les temps redevenaient plus favorables, elle pouvait redescendre des montagnes vers les plaines. Pendant une longue période de temps, les régions peuplées de Roumains furent également en grande partie gouvernées par les Hongrois (Magyars).

La «Grande Roumanie» de Michel le Brave

Mais c'est précisément à ce moment-là, affirment les historiens bourgeois roumains, que l'État roumain, la « Grande Roumanie », fit sa réapparition et recouvra son droit à l'existence. Au XVI^e siècle, Michel le Brave, souverain du duché de Valachie, parvint à réunir sous la couronne roumaine la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, recréant ainsi la Roumanie. Mais ce n'est qu'aujourd'hui, affirment-ils, après que les Roumains se soient emparés de la Transylvanie, de la Bukovine, du Banat et de la Bessarabie à la faveur de la fin de la grande guerre mondiale, que cette « Grande Roumanie » de Michel le Brave a pu renaître dans ses « frontières historiques ».

Les historiens bourgeois roumains présentent donc les événements qui se sont déroulés au XVI^e siècle à l'époque de Michel le Brave comme si ce dernier avait été l'instrument de la réalisation des idéaux nationaux roumain par le rassemblement de tous les Roumains dans un seul grand État. Il est vrai qu'à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, Michel le Brave, souverain roumain, réussit à étendre sa domination non seulement sur la Valachie et la Moldavie, mais aussi sur la Transylvanie, et cela grâce à ses compétences militaires, mais aussi à sa ruse et à sa trahison.

Si les historiens roumains actuels tentent de présenter ces faits comme une « réalisation » des « idéaux nationaux » roumains, ce qui les caractérise c'est plutôt la manière dont ils se sont réellement déroulés.

En Transylvanie, à l'époque, la paysannerie était roumaine tandis que les propriétaires étaient hongrois, croates ou autres. Les conditions de vie des paysans roumains étaient monstrueuses, leur exploitation par ces propriétaires était inhumaine. Les paysans perdirent un jour patience et se révoltèrent contre leurs esclavagistes. Il y avait deux aspects dans ce soulèvement paysan : celui de la lutte sociale contre les oppresseurs et les exploités, à savoir les propriétaires terriens, et celui de la lutte nationale des paysans roumains contre les propriétaires terriens hongrois. Et c'est précisément Michel le Brave qui mâta cette révolte des paysans roumains par des mesures brutales.

Cette répression ne se fit évidemment pas au nom des « idéaux nationaux » roumains. Dans l'esprit de Michel le Brave, le seul idéal à restaurer était celui de la domination des propriétaires hongrois sur les paysans roumains rebelles. Et en remerciement de cette compréhension toute particulière de « l'idéal national » roumain, les propriétaires hongrois de Transylvanie permirent à Michel le Brave de devenir le « primus inter parer » et d'ajouter la Transylvanie à son domaine. Avec un tel prince « roumain », les propriétaires hongrois étaient à leur aise.

Il est intéressant de noter ici un petit détail : les activités militaires d'unification de Michel le Brave ne purent se réaliser qu'avec l'aide de... cosaques ukrainiens. Ces derniers s'attaquaient souvent aux Tatars du Bujak et menaient des raids destructeurs contre les villes turques en Bessarabie et même au-delà. Lors de l'un de ces raids, le célèbre ataman Nalivaïko brûla en juillet 1594 les villes de Tyagin (Bender) et de Kiliya et piller les possessions turques et tatares le long du Prut et du Bas-Danube. La même année, en septembre, il dévasta également avec Loboda le nord de la Moldavie, occupa Iassi et battit le souverain moldave Aron à Soceava. C'est à ce moment là que Nalivaïko s'allia à Michel le Brave, qui combattait également Aron, partisan de ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'orientation turque ». Nalivaïko força Aron, défait, à rompre avec la Turquie et à s'allier à Michel et au prince transylvanien Sigismond Batory. Voilà comment Nalivaïko œuvra à la « cause nationale » roumaine. Et c'est là un bon indicateur du fait qu'il ne s'agissait nullement d'« idéaux nationaux » mais d'une force motrice totalement distincte qui se trouvait au cœur des aspirations à l'unification militaire et économique de la Valachie, de la Transylvanie et de la Moldavie parmi les classes dirigeantes.

Le règne de Michel le Brave ne dura d'ailleurs pas longtemps car il ne parvint pas à établir un État stable. Certes, il réunit un certain nombre de régions habitées par les Roumains et opprimées par leurs propriétaires, roumains, grecs et hongrois. Mais malgré tout son courage, le souverain de ces terres était lui-même un vassal, un tributaire du roi polonais Étienne Batory. Et lorsque ce dernier était en guerre contre les Turcs, Michel le Brave se retrouvait alors tributaire du sultan turc et devait aller à Constantinople, courber la tête et s'agenouiller à quelques pas du sultan. Après la mort de Michel le Brave, sa « Grande Roumanie » tomba à nouveau en plusieurs morceaux qui furent à nouveau placés sous la domination directe de la Turquie.

Ainsi, les « droits historiques » de l'État roumain nous semblent bien misérables puisque, au sens du droit bourgeois, ils n'existaient tout simplement puisqu'ici aussi n'y a pas eu d'État roumain indépendant ayant des droits indépendants.

Mais à considérer même qu'il existait bel et bien un tel État, il est resté encore à prouver s'il a eu, et a encore, des droits sur la Bessarabie en particulier...

De quoi s'agit-il?

La Bessarabie est une région périphérique, tant par rapport à la Roumanie que par rapport à la Russie puisqu'elle se trouve loin de leurs centres. Même lorsqu'elle était formellement subordonnée à l'un ou l'autre autorité, cette dernière n'était pas toujours en mesure de s'y exercer réellement. La Bessarabie, avec la Moldavie et la Valachie, fut à différentes périodes historiques sous l'influence et la domination successives de la Turquie, de la Hongrie, de la Pologne, et au XVIIIe siècle à partir de Catherine II, sous la domination effective de la Russie pendant plusieurs décennies.

Au Moyen Âge, la Bessarabie fut principalement sous domination turque. Les forteresses turques d'Akkerman, de Bender, de Khotine et d'Izmaïl en témoignent. Les Génois exercèrent également leur influence par le commerce de ses marchands le long du Dniestr où ils construisirent des forteresses pour protéger leurs routes commerciales, tout comme ils le firent ailleurs dans le Sud, comme en Crimée. Mais où sont donc les forteresses roumaines en Bessarabie ?

Tous ces faits prouvent clairement qu'il n'est pas fondé d'évoquer de quelconques « droits historiques » de la Roumanie sur la Bessarabie. On pourrait plutôt parler dans ce sens des droits d'autres États sur la Bessarabie, puisqu'ils l'ont effectivement possédée autrefois, en tout les cas dans une mesure bien plus grande que les seigneurs roumains. On pourrait tout aussi bien évoquer ainsi les droits des Turcs sur la Bessarabie. Lorsque la Russie tsariste s'empara de la Bessarabie au XVIIIe siècle et qu'elle fut ensuite contrainte de la céder à la suite de ses mésaventures militaires, c'est à la Turquie qu'elle fut restituée et en aucun cas à la Roumanie. Or, quelqu'un songerait-il aujourd'hui à « rendre » la Bessarabie à la Turquie ?

La Bessarabie fait partie des Balkans. Elle fut toujours axe important, un couloir de passage pour tous les peuples se dirigeant vers les Balkans dans l'espoir de s'emparer de ses fabuleuses richesses, d'errer dans ses steppes, qu'on appelle le Budjak, ou de s'installer à demeure sur ces terres. J'ai déjà évoqué la période où la Bessarabie et la Dacie furent annexées par l'Empire romain. Situé en Bessarabie, le mur dit de Trajan est un monument encore présent de cette époque. Dans l'ensemble, il s'agissait d'une ligne de défense que les Romains avaient faite construire pour protéger leurs frontières des peuples nomades. Mais ce mur de Trajan ne séparait qu'une partie de la Bessarabie, celle qui était sous sa domination effective. Au-delà du rempart s'étendait la vaste steppe, sur laquelle se déroulait une guerre de possession entre différents peuples et les garnisons romaines qui s'abritaient sous la protection du mur. Au-delà du mur, le pouvoir romain était plus formel que réel et la lourde main des empereurs romains ne pouvait pas toujours y faire respecter leurs lois.

Pas de servage en Bessarabie

Dans les principautés roumaines de Moldavie et de Valachie, sous la direction suprême de la Turquie musulmane, les propriétaires terriens chrétiens, roumains et grecs, opprimaient les paysans chrétiens roumains avec une férocité qui étonna même les sultans turcs. Les paysans roumains, comme nous l'avons vu, s'enfuirent en Bessarabie, non pas isolément, mais par dizaines de milliers pour échapper à la botte des seigneurs roumains.

Or, si la Bessarabie avait été effectivement sous le contrôle des seigneurs roumains, tributaires du sultan turc, ces paysans n'auraient eu aucune raison de s'y réfugier puisque la lourde poigne des propriétaires terriens les aurait là aussi rattrapés et aurait ramenés les fugitifs sous leur coupe. Mais dans les faits, les paysans de Valachie et de Moldavie qui fuyaient vers la Bessarabie ne retournèrent pas sous leur joug.

Cela ne signifie rien d'autre que ceci : la main du propriétaire et du prince roumain ne pouvait pas atteindre la Bessarabie. Le paysan qui s'était réfugiés sur ces terres pouvait dire au propriétaire de Valachie et de Moldavie : « Bas les pattes ! », et il ne s'en privait pas.

Les paysans et les cosaques libres des régions russes et ukrainiennes ne disaient pas autre chose à leurs propres oppresseurs : pendant des siècles, ils se réfugièrent en Bessarabie pour y trouver la liberté. En effet, la Bessarabie ne tolérait pas plus l'oppression que subissaient les paysans de la Russie tsariste que celle des paysans roumains chez eux.

La Moldavie et la Valachie, tout comme la Russie, connurent un régime de servage implacable, mais ce n'existait pas en Bessarabie. Les rapports de servage entre les paysans et les propriétaires terriens n'y étaient pas établis de la manière car au cours d'une longue période historique, il n'y avait tout simplement pas de propriétaires terriens. La Bessarabie n'a donc pas connu les mêmes rapports d'exploitation que ceux en vigueur en Russie, en Moldavie et en Valachie, pour la simple raison qu'il n'y avait ni pouvoir roumain, ni pouvoir russe. Tous les « droits historiques » qui nous sont aujourd'hui présentés par les Roumains sont, par conséquent, des droits purement imaginaires. Et cela même dans le cas où l'on admettrait l'existence d'un État roumain à l'époque.

De 200000 et 3 millions

La Bessarabie fut annexée à la Russie en 1812, après sa guerre contre la Turquie. C'était alors une terre ravagée par de longues décennies de guerres, de famines et d'épidémies, avec une population clairsemée. À l'époque, la Bessarabie ne comptait pas plus de 200 000 habitants.

Nous ne voulons absolument pas ici légitimer la domination du tsarisme russe sur la Bessarabie avec ses méthodes barbares d'oppression et d'exploitation, mais nous devons constater que lorsque la

Bessarabie fut occupée par la Russie, elle ne comptait que 200 000 habitants, tandis que 106 ans plus tard, lorsque la région fut occupée par la Roumanie, la population était passée à 3 millions d'habitants.

Reconnaître de quelconques droits de la Roumanie sur cette population plus que décuplée est tout simplement impossible, ne serait-ce que parce que cette croissance démographique spectaculaire en cent ans – et qui fut également économique, culturelle et politique – se fit en dehors de tout lien avec la Roumanie. Ce qui n'est pas pour surprendre puisque, au début du moins, il n'y avait pas encore de Roumanie et lorsque celle-ci se fut ensuite constituée, elle fut incapable d'y exercer une quelconque influence en raison de son faible niveau de développement économique, politique et culturel.

Quand la Roumanie moderne fut-elle créée?

Nous en arrivons maintenant à l'époque où la Roumanie, en tant qu'État moderne, fut enfin effectivement créée. La Roumanie est née en 1859 à partir des principautés de Moldavie et de Valachie, réunies en une seule unité étatique. L'idée de les réunir en un État roumain avait été avancée pour la première fois au Congrès de Paris en 1856 par le représentant de la France, c'est-à-dire au moment où un traité de paix était négocié entre les États européens et la Russie, qui avait perdu la guerre dite de Crimée de 1854-1856.

Cette guerre de Crimée, au cours de laquelle tous les États européens et la Turquie se battirent contre la menace grandissante de la Russie de Nicolas Ier, peut en réalité être appelée guerre du Danube, car elle se déroula surtout autour de ce fleuve et ses estuaires en particulier, dont la possession fut également un objet de dispute au cours des multiples guerres du début du XIXe siècle entre la Russie et la Turquie. La guerre de Crimée fut donc une guerre pour la possession des principautés danubiennes, pour la domination de la Moldavie, de la Valachie et du Danube à son débouché sur la mer Noire.

Après avoir pris pied en Bessarabie, la Russie tsariste s'empara également des débouchés du Danube à la suite d'une nouvelle guerre avec la Turquie, qui s'acheva par la paix d'Andrinople en 1829. Les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie furent alors réoccupées par les troupes russes pendant plusieurs années, comme elles l'avaient été au siècle précédent sous la « Grande » Catherine.

Les troupes russes s'en retirèrent par la suite, mais elles y refirent leur apparition en 1848 au moment où une vague révolutionnaire déferla sur l'Europe et fut relayée, par de petites poussées révolutionnaires et démocratiques, dans les principautés danubiennes, qui commencèrent à jouer un rôle un peu plus important dans la politique européenne. Ce mouvement révolutionnaire dans les duchés danubiens inquiéta la Turquie, à laquelle ils étaient subordonnés et payaient un tribut, ainsi que l'Autriche, qui n'appréciait guère un tel voisinage d'agitation révolutionnaire, et enfin le tsar russe Nicolas Ier, surnommé le « Gendarme de l'Europe ». Avec la bénédiction de l'empereur d'Autriche, Nicolas fit entrer son armée en Roumanie pour y écraser la révolution, rétablissant ainsi l'ordre dans la région.

Mais cela n'était pas encore assez pour l'empereur d'Autriche car, au même moment, une révolution éclata en Hongrie, qui faisait partie de l'Autriche. Il s'agissait cette fois-ci d'une révolution de grande ampleur qui menaçait l'intégrité même de l'État et du pouvoir de la maison impériale autrichienne. A nouveau à l'invitation de l'empereur autrichien, l'empereur russe envoya volontiers ses troupes en Hongrie où elles y étranglèrent la révolution. L'empereur autrichien fut donc très reconnaissant pour ce « service », mais ce qu'il apprécia moins c'était la volonté des troupes russes de rester plus longtemps que nécessaire sur le Danube, et il demanda donc à Nicolas de retirer ses troupes non seulement de Hongrie, mais aussi des principautés danubiennes.

Les causes de la lutte pour la domination du Danube

Les marchands autrichiens craignaient par dessus tout que les bouches du Danube, leur voie d'accès au marché ottoman de la mer Noire, du Moyen-Orient, du Levant et à l'Asie, ne tombe aux mains des Russes. L'Autriche commença donc à nouer des intrigues diplomatiques contre la Russie, afin de s'assurer qu'elle soit tenue à l'écart du Danube. L'Autriche, mais aussi tous les grands pays capitalistes, avaient intérêt à ce que la Russie s'éloigne du Danube. Le capitalisme était en plein développement en Europe et avait donc un grand besoin à cette époque de débouchés extérieurs. Le Danube revêtait dans ce contexte une importance économique et sociale – et donc politique – considérable pour l'Europe centrale. Ce fleuve, qui traverse toute l'Europe centrale et arrose les terres de plusieurs États, est également un excellent moyen de communication intra-européen ainsi qu'une voie de sortie vers l'Orient par la mer Noire permettant de contourner la Méditerranée et sa route maritime contrôlée par l'Angleterre.

Le Danube, via la mer Noire, donne ainsi aux États européens un accès direct au marché turc et asiatique et leur permet d'acquérir une influence économique et politique à la fois en Turquie et en Asie. Je ne m'étendrai pas sur cette question ici, mais on sait à quel point la lutte pour le marché asiatique, pour le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient a joué un rôle prédominant dans l'histoire mondiale. Le Danube revêt de ce fait une importance capitale dans la lutte d'influence sur le marché d'Orient.

On comprend donc que les puissances de l'Europe occidentale tenaient à écarter tout concurrent du contrôle des bouches du Danube, car si celles-ci tomberaient entre d'autres mains, cette porte vers les riches marchés d'Orient pouvait leur être fermée. Voilà pourquoi les puissances se battirent pour le contrôle du Danube.

Bien entendu, il ne fut pas difficile pour les puissances européennes de provoquer une guerre contre l'arrogante oligarchie tsariste de Nicolas Ier. Cette guerre, qui fut appelée guerre de Crimée et dont l'épisode le plus célèbre fut le siège de Sébastopol, fut en réalité, comme nous l'avons déjà dit, une guerre pour la domination du Danube. Pour les puissances européennes, il était extrêmement important de chasser la Russie de ce fleuve dès qu'il eut rempli sa « mission » initiale en chassant la Turquie de ce même Danube. Les puissances européennes y parvinrent grâce à leurs efforts combinés et, en battant la Russie au cours de cette guerre, elles réussirent à la rejeter hors du Danube.

Ce fut précisément pour consolider cet acquis que l'État roumain fut créé, car il fallait trouver un nouveau fantôme des bouches du Danube, qui n'en serait le maître que pour la forme tout en étant en réalité le valet des grandes puissances européennes. Le candidat idéal à ce poste fut trouvé en créant un nouvel État à partir des principautés de Moldavie et de Valachie.

Un État-commis sur le Danube

L'État roumain fut officiellement constitué en 1859, mais son acte de naissance réel remonte au traité de Paris de 1856 signé par les puissances victorieuses qui enlevèrent à la Russie vaincue la partie sud de la Bessarabie et le district d'Izmaïl pour les donner au duché de Moldavie. Trois ans plus tard, au moment de la création de l'État roumain proprement dite, cette partie méridionale de la Bessarabie fit partie intégrante de la Roumanie pendant 22 ans.

Cette partie de la Bessarabie cédée à la Roumanie jouxte la rive du bras Kiliya des bouches du Danube et constitue ainsi une des clés de ce dernier.

En 1878, la Russie réussit à rétablir sa position sur la mer Noire par une nouvelle guerre contre la Turquie, cette fois-ci victorieuse, qui lui permit de lever l'interdiction de construire des navires de guerre en mer Noire établie par le traité de Paris, et de se faire restituer par la Roumanie la Bessarabie

méridionale en échange de la Dobroudja bulgare, occupée par les armées russes pendant ce nouveau conflit.¹

Ce n'est qu'après la victoire de la Russie contre la Turquie et avec le retour de la Bessarabie méridionale à la Russie que la Roumanie cessa de payer un tribut à la Turquie, tribut qu'elle paya encore jusqu'en 1878.

Il est donc parfaitement ridicule d'affirmer que l'État roumain créé lors du Congrès de Paris repose sur des considérations purement historiques et sur des « droits » remontant à l'Antiquité. On peut difficilement persuader une personne sensée qu'il fut créé parce que Michel le Brave, trois cents ans plus tôt, avait déjà uni plusieurs principautés roumaines dans le but de réaliser l'« idéal national roumain ». Tout comme, à l'époque, « l'idéal national » n'avait rien à voir avec ce qui s'est passé, à savoir avec le besoin des propriétaires terriens de différentes nations, y compris Hongrois, d'avoir un État unifié doté d'un « pouvoir ferme » pour préserver leur domination sur les paysans roumains, de même à notre époque l'« idéal national » et les « droits historiques » n'ont également rien à voir avec la création du nouvel État roumain.

En réalité, ce dernier doit ses débuts (et non pas sa « renaissance », comme les historiens bourgeois roumains veulent nous le faire croire) au fait que les grandes puissances capitalistes d'Europe occidentale avaient besoin de consolider leur domination sur le Danube en constituant ainsi un bras armé obéissant à leur volonté.

Il serait extrêmement étrange que ce soit sur la base de ces motifs bien réels des rapaces européens grâce auxquels la Roumanie a obtenue à sa naissance une partie de la Bessarabie, de construire les « droits historique » de la Roumanie sur l'ensemble de la Bessarabie. Mais aussi ridicule que cela puisse paraître, la Roumanie justifie précisément son droit sur cette base. Et cela est d'autant plus curieux que leur revendication de domination sur l'ensemble de la Bessarabie, les Roumains ne la fondent sur cette base qu'aujourd'hui, depuis qu'ils se sont précisément emparés de toute la Bessarabie. Car pendant des décennies auparavant, ils n'ont pas du tout posé cette question dans ces termes.

Quelles étaient leurs prétentions?

Après la restitution de la Bessarabie méridionale à la Russie en 1878 en échange de la Dobroudja, les propriétaires roumains commencèrent à s'estimer lésés par ce « marché » et commencèrent à se lier à la coalition allemande. À cette époque, c'est d'ailleurs un « noble descendant » de l'une des maisons princières allemandes qui fut placé sur le trône de la couronne roumaine. Les propriétaires roumains se rapprochèrent donc dans un premier temps des Hohenzollern dans l'espoir de rétablir « l'intégralité de leurs droits ».

Mais lorsque la Guerre mondiale éclata, les Roumains négociaient depuis deux ans déjà avec les puissances de l'Entente, d'abord pour garantir leur neutralité et ensuite leur intervention aux côtés des Alliés dans la guerre. Au cours de ces négociations, ils conditionnèrent leur engagement contre l'Allemagne au rétablissement de leurs « droits historiques bafoués », au règlement de « l'injustice historique », c'est-à-dire à la restitution de la partie de la Bessarabie qu'ils avaient cédée à la Russie en 1878.

Lors de ces négociations secrètes, dont le contenu fut révélé de manière exhaustive en 1918 (lorsque les archives du ministère tsariste des Affaires étrangères tombèrent entre les mains du pouvoir des Soviétiques), fut donc posée mais non tranchée la question de la restitution de la Bessarabie méridionale. Mais la question du statut du reste de Bessarabie n'y fut aucunement posée, ce qui

1 Il convient toutefois de noter que, même dans ce cas, les puissances n'ont pas restitué à la Russie l'un des bras de l'embouchure du Danube, les laissant entre les mains de la Roumanie. (Note C.R)

constitue la meilleure preuve qu'il ne s'agissait alors pas d'une question d'une importance vitale pour la Roumanie.

En définitive, la Roumanie entra en guerre en acceptant le fait que ni la Bessarabie dans sa totalité, ni même une partie de celle-ci ne lui avait été promise par l'Entente. Du moins, pas officiellement, car certaines puissances de l'Entente (dont la Russie faisait partie) ont peut-être fait quelques promesses dans le dos de leur « allié » russe. Il est vrai que la Roumanie, afin de se garantir de toutes parts, aurait eu des pourparlers avec l'Allemagne au cours desquels des terres russes lui furent certainement promises. Quoi qu'il en soit, la Roumanie entra en guerre en se contentant du fait qu'en lieu et place de la Bessarabie, on lui promit quelques territoires autrichiens, certains partiellement habités par des Roumains (Transylvanie), d'autres en étant pratiquement dépourvus (Bukovine). Les gouvernements impérialistes de l'Entente furent donc très généreux en promettant ces terres étrangères. L'appétit de la Roumanie ayant été contenté, le marché fut conclu.

Il est opportun de souligner ici que dans toute son histoire, la Bessarabie dans son ensemble ne fut jamais organiquement liée à la Roumanie, et que la possession de la Bessarabie ne fut jamais jusqu'ici pour l'État roumain une question vitale. Pour les autorités roumaines, il ne s'agit rien de plus que d'une question de prédation, d'une prise profitable – pourquoi s'en priver, si l'on peut s'en emparer – et non d'une question de vie ou de mort, si ce n'est l'intérêt de ne plus avoir de paysans libres en Bessarabie dans le voisinage des paysans roumains opprimés. La chose était tout simplement tentante.

Pour résumer : toutes les références de la Roumanie à des motifs territoriaux, à des arguments concernant le développement historique de la population, de la culture, de la structure de l'État, ne reposent donc sur rien.

Annexion «volontaire»

Il leur reste un dernier argument : l'État de Bessarabie, qui a acquis son indépendance à la suite de la victoire de la révolution en Russie en 1917, aurait volontairement intégré la Roumanie. Et pour le confirmer, le régime roumain se réfère au vote du Sfatul Tseri².

Mais il semble à priori monstrueux, et cela serait sans exemple dans toute l'histoire mondiale, qu'une république libre, qui vient de s'échapper de la cage d'une autocratie et de gagner le droit de décider de son propre destin, rejoigne volontairement une autre cage, celle d'une monarchie despotique asiatique des plus bornées, à savoir l'État roumain ! Cela est absolument incroyable et ne correspond à aucune logique, ni prolétarienne, ni bourgeoise.

Pourtant, cela s'est soi-disant produit dit-on, et ce fait seul devrait suffire à mettre la puce à l'oreille de tout observateur honnête en Europe qu'il y a quelque chose qui cloche, qu'il est impossible de supposer dans ce cas une quelconque expression d'une libre volonté. Nous savons parfaitement bien qu'il n'y a pas une telle volonté de la part de la population bessarabienne et qu'il y a eu au contraire une violence des plus terribles et des plus scandaleuses.

Tout cela est bien connu et a été prouvé à maintes reprises de manière indiscutable par des documents et des faits irréfutables. Il n'est donc pas nécessaire de le démontrer à nouveau ici. Tous les prétendus actes du Sfatul Tseri auxquels les envahisseurs roumains font référence ne sont qu'une falsification politique flagrante basée sur la corruption, la violence et la terreur et c'est uniquement sur

2 Sfatul Tséri (Sfatul Țării, « Conseil du Territoire » ou « Conseil du Pays ») ; assemblée nationale autonome constituée à Kishinev le 21 novembre 1917 et 1918. Cet organe n'était pas élu mais constitué de représentants des partis politiques, des organisations culturelles, éducatives et autres. La majorité des sièges furent attribués au Parti national moldave, un parti bourgeois. À la suite de la disparition de l'empire tsariste, proclama l'indépendance de la République démocratique de Bessarabie, puis sous la pression des autorités militaires roumaines, le rattachement à la Roumanie le 27 mars 1918. Le 26 novembre 1918, le Sfatul Tséri décida de renoncer à l'autonomie de la Bessarabie de se dissoudre.

cette seule base que seuls les propriétaires roumains peuvent fonder le « droit » de la Roumanie à régner sur la Bessarabie.

La lutte incessante de la population de Bessarabie contre ses occupants et les soulèvements de districts entiers illustrent bien mieux que tous les discours qu'elle est sa volonté réelle.

Pourquoi ont-ils réussi à s'emparer de la Bessarabie?

Quelques mots pour conclure.

Quelle a été la signification de la conquête de la Bessarabie et pourquoi, n'ayant aucun droit historique ou autre sur elle, la Roumanie a-t-elle réussi à s'en emparer et à s'y maintenir depuis huit années ?

Il y a deux raisons à cela, et deux types d'influences qui ont joué dans cette affaire. La première est que la contre-révolution mondiale avait besoin de dresser une barrière contre la Russie soviétique. Les propriétaires terriens russes avaient besoin de restaurer leur pouvoir sur les paysans de Bessarabie, qui leur avait été arraché par Octobre. Il était nécessaire que les propriétaires roumains, tout en se remplissant les poches, aident leurs voisins russes dans cette tâche afin de ne pas offrir un exemple contagieux aux paysans roumains, tandis que l'Entente et l'Allemagne devaient créer un rempart contre le développement du bolchevisme et sa pénétration en Europe. C'est pour atteindre ces objectifs, pour lesquels toutes les forces contre-révolutionnaires se liguerent à l'échelle mondiale, que la Bessarabie fut remise entre les mains de la Roumanie.

La deuxième raison pour laquelle les Roumains ont réussi à s'emparer de la Bessarabie et pour laquelle ils jouissent encore de facto du « haut patronage » des principales puissances européennes dans leur occupation nous ramène aux mêmes motifs qui, à un moment donné, ont uni toute l'Europe capitaliste contre la Russie tsariste et ont conduit à la création même de la Roumanie en tant qu'État. Ce sont ces mêmes motifs qui ont conduit à la situation actuelle choses aux bouches du Danube : le maître suprême, le grand capital d'Europe, a besoin de renforcer son valet obéissant à qui sont confiées les clés du Danube afin que celles-ci soient réellement à sa disposition.

Une Bessarabie aux mains de la Roumanie corrompue et servile signifie qu'il n'y a plus d'obstacle à la domination du capital dans les bouches du Danube. Si le capital européen voulait déjà se débarrasser à l'époque de toute présence de la Russie tsariste sur le Danube, un verrou soviétique sur ce dernier est encore moins acceptable à ses yeux. Il eût d'ailleurs été plus facile de parvenir à un accord et de négocier avec la Russie tsariste, car celle-ci n'était après qu'une sorte d'âme sœur. Mais il est parfaitement impossible de traiter avec les bolcheviks, surtout lorsqu'ils menacent les objectifs fondamentaux de l'impérialisme. Le drapeau des Soviets flottant sur le Danube constituant un obstacle majeur pour le capital, telle est la raison de son soutien à la Roumanie dans la question de la Bessarabie. Et cela explique également le degré de férocité avec lequel il a traité la Hongrie soviétique.

Ils voulaient une Vendée mais n'ont obtenu qu'une Alsace

Après avoir accordé la Bessarabie à la Roumanie, les propriétaires terriens russes et les courtisans patriotes du tsar russe, les agents de change français et les capitalistes anglais ont eu l'idée et l'espoir de faire de la Bessarabie une sorte de Vendée contre la révolution russe. La Vendée est une région dans laquelle, pendant la grande Révolution française, les propriétaires français réussirent à rallier la paysannerie réactionnaire et à l'entraîner dans une lutte armée contre cette même révolution qui la libérait du pouvoir féodal des propriétaires. La réaction mondiale espérait transformer la Bessarabie en une Vendée russe, autrement dit un terrain propice à la lutte armée contre-révolutionnaire d'une paysannerie trompée.

Qu'ont-ils obtenu en réalité ? Certainement pas une Vendée, mais bien plutôt une Alsace ! Après la guerre franco-prussienne de 1871, l'Allemagne s'empara de l'Alsace et, pendant des décennies, les mots d'ordre et les luttes contre l'oppression de l'Alsace constituèrent un symbole de la lutte de la France pour sa libération de l'impérialisme allemand.

C'est sous le mot d'ordre de libération de l'Alsace que les capitalistes français réussirent à entraîner les ouvriers et les paysans français à se battre contre l'Allemagne, alors qu'en réalité c'était une cause qui leur était étrangère. Lorsque nous disons que la Bessarabie est une sorte d'Alsace, nous ne voulons pas seulement parler d'une question nationale, mais aussi d'une question de classe, car il y a là une oppression à la fois nationale et de classe. Lorsque nous déclarons que la Bessarabie est une sorte d'Alsace, nous n'agitons pas ce slogan pour amener les ouvriers et les paysans de Bessarabie et d'autres pays à se battre pour la cause de quelqu'un d'autre. Pour eux, la libération de la Bessarabie n'est pas une cause étrangère, c'est leur propre cause.

Sous ce mot d'ordre de lutte pour la libération de la Bessarabie, les ouvriers et les paysans de Bessarabie, de Russie et d'Europe ne cesseront de se battre jusqu'à ce que les envahisseurs roumains soient chassés et que le pouvoir des propriétaires soit éliminé et remplacé par le pouvoir des Soviétiques.

Un trop grand morceau à avaler

Il ne fait aucun doute que cela se produira un jour. Il suffit pour s'en convaincre de citer un passage d'un article paru dans le « Times », l'organe du capital anglais. Il s'agit d'un article de Stephen Graham, qui a visité la Bessarabie à la fin de l'année dernière (1924), où il était venu pour aider les occupants roumains, pour contribuer à consolider leur domination en la justifiant.

Or, il est extrêmement intéressant et significatif de voir comment ce correspondant anglais, représentant de la bourgeoisie britannique, évalue la situation exacte dans son compte-rendu publié dans le « Times ». Bien qu'il n'y cache pas un instant son hostilité à la révolution et son amitié pour les Roumains, son récit constitue pourtant est un réquisitoire des plus convaincants contre les envahisseurs et la conclusion de sa correspondance est la suivante :

« Je suis très reconnaissant aux Roumains pour leur hospitalité, ce sont des gens très bien. Cependant, il me semble qu'ils ont eu les yeux plus gros que le ventre. »

Ceci n'est pas écrit par un bolchevik, mais par un journaliste bourgeois qui s'est rendu en Bessarabie pour justifier et encourager les Roumains. Et c'est imprimé dans le « Times », le plus grand organe de presse du grand capital anglais.

Nous sommes quant à nous parfaitement d'accord avec la conclusion de ce correspondant bourgeois anglais qui a vu de ses propres yeux ce qui se passe en Bessarabie après sept années d'occupation.

Oui, la Roumanie a avalé un trop gros morceau pour elle. Et elle va s'en étouffer !